

ENJEUX POLITIQUES ET JURIDIQUES DES FLUX MIGRATOIRES DU SIÈCLE - REFOULEMENT, BARRAGE, TRI OU ACCUEIL ?

EMMANUEL TERRAY

Conférence du 24 février 2006, donnée dans le cadre d'une journée de
débat organisée par solidaritéS Genève sur le thème
« Quel autre choix politique sur les flux migratoires que les murs ».

(Note de la rédaction:

*Ce document est retranscrit et légèrement adapté depuis son enregistrement numérique.
Nous en avons conservé le style parlé. Nos remerciements vont à l'auteur qui a bien voulu
nous laisser une entière liberté rédactionnelle.)*

Un mot tout d'abord pour vous dire à partir de quelle expérience je m'adresse à vous. De fait, j'ai été anthropologue, c'est mon métier. J'ai travaillé en Afrique de l'Ouest, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Ghana, j'ai travaillé aussi un peu en Allemagne après l'unification, et puis par ailleurs, depuis 1996, je me suis occupé activement du troisième collectif des sans-papiers de Paris, qui présentait cet aspect spécifique que c'était un collectif extrêmement multinational, puisque les cinq continents y étaient représentés. Nous avions une majorité de Chinois, mais nous avions de très nombreux Turcs, des Africains de tous les pays d'Afrique, des gens du Maghreb, des Philippins, nous avions des Haïtiens, qui représentaient le Nouveau-Monde, et ça a été une expérience assez étonnante que de voir ces gens qui étaient d'origines extrêmement différentes, de langues différentes etc., être capables de travailler ensemble, de lutter ensemble, sans qu'à aucun moment il y ait jamais eu de conflit opposant une communauté à une autre (nous avons eu toutes sortes de conflits à l'intérieur du collectif, entre les jeunes et les vieux, entre les célibataires et les familles, entre les modérés et les radicaux, enfin on a tout eu sauf cela). Tous les conflits ont toujours été transversaux, et de ce point de vue, cela a été une grande leçon pour nous tous, tous ceux qui ont participé à cette action, que le travail dans ce collectif.

Alors c'est à partir de cette double expérience que je m'adresse à vous.

Pour démarrer, je dirais qu'au fond, dans nos classes dirigeantes et nos cases politiques respectives, il me semble qu'en Europe il y a une espèce de consensus sur l'immigration qui fait que même s'il y a alternance au gouvernement, en réalité il y a une remarquable continuité de la politique d'immigration telle qu'elle est menée dans nos pays respectifs. Quand on passe d'un camp à l'autre, il y a des ajustements à la marge, les uns sont un peu plus libéraux, allongent certains délais, accroissent un peu certaines protections, et puis quand ce sont les autres qui reviennent, on revient sur tout ça, mais pour l'essentiel l'axe reste le même et on peut le résumer en trois propositions principales.

Première proposition : c'est l'idée que la migration dans le monde est liée à la misère au sens économique du terme, c'est-à-dire à l'écart grandissant entre le niveau de vie des pays riches et celui des pays pauvres, et que, comme cet écart non seulement ne se réduit pas, mais pour bon nombre de régions va grandissant, c'est l'idée que les pays riches sont menacés d'une sorte d'invasion, ou de raz de marée, qui, si on le laissait faire, mettrait en cause à la fois les équilibres économiques, la paix sociale, l'identité nationale etc. etc. Ça c'est donc la première idée, c'est que l'immigration est une menace, une menace d'invasion, contre laquelle il faut lutter.

Deuxième proposition : c'est l'idée qu'heureusement, dans l'esprit des intéressés, on peut lutter contre cette menace par des mesures administratives, par des mesures de police, qui visent à contrôler l'immigration légale et à la moduler selon les capacités d'accueil et le besoin économique qu'on en a, et puis à refouler l'immigration illégale, et que tout cela est possible grâce à des mesures administratives, judiciaires et policières appropriées.

Troisième proposition : et puis la troisième idée c'est qu'au fond la solution de ce problème se trouve dans le développement des pays d'origine et que, une fois que les pays d'origine seront développés, eh bien, ce qu'on appelle d'un terme que je mets entre guillemets parce que je ne l'aime pas du tout, le terme de « flux migratoires », qui dans mon esprit rappelle la « solution finale », c'est le même genre de vocabulaire (les « flux migratoires », je veux rappeler, parce que j'ai entendu le terme tout à l'heure, que c'est des hommes, des femmes et des enfants), cesserait de nous menacer. C'est l'idée de nos gouvernants que si les pays d'origine se développent, la migration sera tarie.

Or je crois que, si vous voulez, **ces trois idées sont des idées fausses**, reposent sur des erreurs d'analyse, reposent sur des fantasmes, et c'est ce que je voudrais essayer de démontrer. Je voudrais montrer trois choses, si vous voulez, c'est que d'abord que la migration c'est un fait, c'est un fait incontournable, dont il faut essayer de mesurer les dimensions, la portée etc. Le deuxième point sur lequel je voudrais insister parce qu'on n'y insiste pas assez à mon avis, c'est que la migration c'est un droit, c'est un droit imprescriptible. Et le troisième point, sur lequel je passerai plus vite, parce que j'estime qu'ici tout le monde en est convaincu, c'est qu'en réalité la migration, si elle est réalisée dans des conditions satisfaisantes, c'est un bienfait à la fois pour les migrants d'une part, et pour les pays d'accueil d'autre part. Et puis je dirai un petit mot sur le développement et ses rapports avec le problème de la migration.

La migration est un fait

On peut donner quelques indications chiffrées pour le mesurer. Selon les statistiques de l'ONU qui compte pour migrants les gens qui se déplacent pour une période supérieure à un an, il y aurait de l'ordre de deux cents millions de migrants dans le monde. Le point intéressant sur ce chiffre, c'est que sur ces deux cents millions, la majorité d'entre eux, la quasi-totalité d'entre eux sont partis de pays pauvres, mais la majorité d'entre eux sont partis d'un pays pauvre pour aller dans un pays un peu moins pauvre, autrement dit d'un pays du Sud vers un autre pays du Sud. C'est seulement une minorité d'entre eux qui ont émigré en direction des pays du Nord, des pays industriels, des pays riches. Si tant est que, sous réserve, la migration c'est une charge, en tout cas ce sont les pays pauvres qui supportent l'essentiel de cette charge à l'heure actuelle. C'est quelque chose que l'on ne rappelle pas suffisamment, notre gouvernement est entré en transe quand mille cinq cents afghans et irakiens erraient dans les rues de Calais autour de Sangatte, il faut rappeler qu'il y a trois millions de réfugiés afghans en Iran, qu'il y a deux millions de réfugiés afghans au Pakistan, que la Côte d'Ivoire compte sur son sol quelque chose comme trente pourcent d'étrangers etc. etc. On pourrait multiplier les exemples, en réalité ce sont les pays du Sud qui sont en cause.

En ce qui concerne le rythme de croissance, eh bien, ce qu'on constate c'est un rythme de croissance lent et régulier, qui connaît parfois certaines pointes quand il y a, ici une guerre civile, là une catastrophe naturelle, mais pour l'essentiel entre 1960 et 2000, on est passé de 150 millions de migrants à 200 millions, et c'est une croissance qui est très évidemment proportionnelle à la mondialisation et au rythme de la mondialisation. Ne serait-ce que, entre autres raisons, il y a beaucoup d'autres facteurs, parce que la mondialisation a entraîné une baisse très rapide du coût des transports, et qu'il est beaucoup moins onéreux maintenant de se déplacer, et de communiquer, que ce n'était le cas il y a quarante ans.

Il faut se demander pourquoi les gens partent. Je distinguerais, c'est le jargon des experts anglo-saxons, les facteurs « push » c.a.d. les facteurs qui poussent les migrants à partir de chez eux, et les facteurs « pull », les facteurs qui les attirent ailleurs. Alors, en ce qui concerne les premiers, je crois qu'il est très important de dire, même si cela a l'air paradoxal, que ce

n'est pas simplement et probablement même pas principalement la misère au sens économique du terme qui est le facteur décisif de l'émigration. Réfléchissons une seconde : si c'était la misère, au sens économique du terme, je précise bien, le simple écart de niveaux de vie, qui faisait partir les gens, on devrait observer d'une part une migration uniforme à partir de tous les pays pauvres, et d'autre part ce serait les plus pauvres qui partiraient les premiers, et qui partiraient le plus. Or ce n'est pas du tout ce qu'on observe et ça c'est un point essentiel. D'une part la migration a des origines extrêmement localisées, ce sont des régions déterminées qui émigrent, et pas nécessairement les plus pauvres. Un exemple évident, pratiquement plus des deux tiers de la migration africaine en France vient d'une région particulière, qui est la haute vallée du fleuve Sénégal et du Niger, aux confins du Sénégal, du Mali et de la Guinée, ça représente les deux tiers des départs, or c'est une région qui n'est pas riche, je m'empresse de le dire, mais ce n'est pas du tout la plus pauvre des régions. Au Burkina, au Niger, vous avez des régions tout aussi pauvres, qui pourtant n'envoient pas leurs migrants en France. Jusqu'à une date récente, ça a un peu changé maintenant, la quasi-totalité des migrants de Chine Populaire en France venaient non pas seulement d'une seule province chinoise, le Zhejiang (située au sud de la Chine à 400 kilomètres de Shanghai), mais même d'un seul district de cette province, qui était le district de Wenzhou, et qui n'était pas de loin un district pauvre, puisqu'au contraire c'était un des premiers districts qui s'était ouvert, après la mort de Mao Tsé Toung, au commerce international, aux investissements étrangers, etc. etc. Bon, à la limite, je pourrais prendre des exemples dans l'histoire de France, vous savez que, au début du XXème siècle un certain nombre de gens de Barcelonnette sont partis émigrer à Mexico, ce qui est très frappant quand on regarde cette histoire, c'est que c'est Barcelonnette, mais ce n'est pas Die, ce n'est pas Gap ! Moi j'ai une petite maison en Bretagne, du côté de Lorient, il y a un chef lieu de canton qui s'appelle Gourin, qui a trois mille habitants, au début de ce siècle il y a quelques habitants de Gourin qui sont partis s'installer dans la région de Chicago, ils ont été trois cents, et maintenant il y a des réunions annuelles autour des Gourinois d'Amérique qui viennent voir leurs compatriotes, mais encore une fois c'est Gourin, c'est pas Spézet, c'est pas Le Faouët, c'est pas un autre chef lieu de canton, c'est tout à fait localisé.

Ça c'était un premier point, je reviendrai sur les aspects qui expliquent tout cela, mais donc la migration part d'un certain nombre de régions, et pas d'autres, et ce ne sont pas forcément les régions les plus pauvres, et d'autre part, et cela nous le savons tous, ce ne sont pas du tout les plus pauvres des régions pauvres qui partent, les gens qui partent en réalité, ce sont des gens qui peuvent mobiliser d'abord les ressources nécessaires pour payer leur départ, ce qui est souvent relativement onéreux, par exemple pour venir de Chine Populaire dans les années 95-96 il fallait 80 à 100'000 francs et la somme est pratiquement maintenant doublée, payer les passeurs, payer le voyage, etc. et puis ce sont des gens qui ont un certain capital, bon, pour parler comme Pierre Bourdieu, capital intellectuel, capital culturel etc. et qui comptent sur ce capital pour le mettre en valeur et pour réussir dans le pays dans lequel ils vont se rendre et par conséquent, pour prendre un exemple, nous avons vu passer dans notre collectif, quelque chose comme deux mille sans-papiers chinois, dont une bonne partie, heureusement, a été régularisée, mais en Chine, les gens qui sont pauvres, ce sont les paysans, on n'a jamais vu un paysan, tous les gens que nous avons vus, c'étaient des citadins, qui étaient techniciens, employés, petits cadres, parfois commerçants etc., mais c'étaient des gens qui étaient lettrés, qui avaient un minimum, certains avaient des diplômes etc. en tout cas aucun paysan. Qu'est-ce qui joue dans tout ça ? En tout cas il y a un rôle très important : la tradition de migration. Les deux exemples que j'ai cités tout à l'heure, la région de Kayes en Afrique de l'Ouest est une région dont les gens émigrent depuis des décennies. Alors, ils émigraient vers le continent africain, c'est eux qui allaient ramasser l'arachide au Sénégal en particulier, et puis quand on a pu aller plus loin, ils ont été plus loin. Les gens de Wenzhou, les premiers Wenzhou sont arrivés en Europe, en France, avant la première guerre mondiale. Les gouvernements français et anglais en ont fait venir en quantités considérables pendant la première guerre mondiale, soit pour travailler dans les usines de munitions, soit pour faire le déminage, soit pour remblayer les tranchées etc. , quelque chose comme 800 mille sont venus à ce moment là, la

plupart d'entre eux sont repartis, un certain nombre sont restés, entre les deux guerres ils étaient restés vers l'îlot Chalon autour de la gare de Lyon, qui était à ce moment là une véritable zone de taudis, et puis quand la population juive du troisième arrondissement de Paris a été exterminée, pendant la guerre, les Chinois ont pris la relève, et se sont installés au carrefour des Arts et Métiers, enfin pour ceux qui connaissent ce coin là, rue au Maire, rue Volta, devenues complètement chinoises, et c'est à partir de là, qu'à partir de 1980, quand la migration a été rouverte, une nouvelle vague sont venus, mais ils ont retrouvé là leurs grands-parents, leurs grands-oncles, etc. etc. et c'est tout à fait compréhensible que la tradition joue un rôle important dans cette affaire, parce que si vous avez des gens que vous connaissez déjà qui sont sur place, ça facilite bien entendu votre arrivée, votre installation, votre implantation etc. De même pour ce qui est de la Chine, vous avez un autre facteur qui a joué un rôle extrêmement important, c'est la politique gouvernementale chinoise de l'enfant unique, c.a.d. le fait que les couples chinois ne sont autorisés à avoir qu'un seul enfant et que s'il y en a d'autres, eh bien d'une part il y a une amende, et d'autre part les enfants supplémentaires, si je puis dire, ne sont pas pris en charge par la société, ni du point de vue santé, ni du point de vue école etc. Il faut bien dire que compte tenu de ce qu'est la culture chinoise, en particulier si le premier enfant est une fille, la tentation d'en avoir un second est quand même extrêmement forte, et par conséquent ça aussi s'est un motif de migration. Important qui nous a été constamment mis en avant. Vous avez des communautés, c'est le cas de la vallée du fleuve Sénégal, où la migration fait partie du cursus, un jeune homme doit émigrer et aller faire ses preuves pendant quatre ou cinq ans et revenir, et c'est seulement à ce moment là qu'il est adulte, et puis surtout je dirais que le facteur fondamental de la migration, ça n'est pas encore une fois la misère au sens économique du terme, c'est ce que j'appellerais la désespérance, c.a.d. c'est le fait de se trouver dans une situation où tout est bloqué, quelles que soient vos qualités, quelle que soit votre volonté etc., vous ne pouvez rien faire parce que la société est complètement verrouillée, parce que pour faire quoi que ce soit il faut corrompre celui-ci ou celui-là, y compris aux niveaux les plus faibles et que ça coûte très cher et qu'on n'a pas toujours les moyens de le faire, et que vous ne pouvez rien faire, et à ce moment là, eh bien si vous n'avez aucune perspective, eh bien vous partez, parce que l'horizon est complètement bouché. Une société qui est pauvre, mais une société où il y a des perspectives de travail, d'enrichissement, d'avancement etc., c'est une société dont les gens ne partent pas, ils partent quand il n'y a rien à faire, quand ils sont devant un mur, et que la seule manière de survivre c'est de contourner ce mur ou de passer par-dessus. Cela c'étaient les facteurs qui repoussent les gens hors de chez eux.

Et puis il y a les facteurs qui attirent les gens en Occident. Là, je ne suis pas tout à fait convaincu par ce qu'a dit Silvia, en tout cas ce n'est pas ce que j'ai entendu de la part des sans-papiers avec lesquels j'ai travaillé, je veux dire le thème de l'Eldorado ; il était sans doute vrai il y a vingt ou trente ans mais maintenant les gens commencent à savoir ce qui en est ; ils fuient quand même dans la mesure où un certain nombre de gens se disent « Oui, je sais que ça va être la galère, mais, comme je suis quelqu'un de courageux, de déterminé (ce qui est le cas en général) , eh bien moi je vais m'en sortir, je vais m'en sortir à la force du poignet, je vais galérer, je vais souffrir, mais je vais m'en sortir » et ceci est vrai, c.-à-d. bon ils galèrent beaucoup etc. mais au bout d'un certain temps, surtout quand ils ont des papiers, il s'en sortent. Moi, je vois les sans-papiers chinois de notre collectif, bon je me souviens qu'environ cinq cents d'entre eux ont été régularisés en 1997, au moment de la circulaire Chevènement, pratiquement tous ces cinq cents aujourd'hui sont à leur compte, ils ont, qui un restaurant, qui un atelier de confection, qui une boîte d'export-import etc., ils roulent dans des voitures que nous on ne rêverait pas d'avoir, je veux dire, je sais que c'était à la force du poignet et qu'ils ont galéré, n'empêche qu'ils l'ont fait, et ce n'est pas seulement vrai pour les chinois, bon, on sait bien que les Chinois travaillent beaucoup, c'est bien connu, mais ce n'est pas seulement vrai pour eux, et cet exemple de réussite, le fait qu'il y'en ait un qui ait réussi suffit à faire partir les autres ... Il y a un très beau film d'Eliane de la Tour, qui j'espère va sortir prochainement, et qui montre très bien cette espèce de fascination que joue la réussite individuelle, et qu'il suffit qu'il y en ait un qui réussisse sur dix pour que l'effet d'aimantation

se produise. Et puis il y a un autre facteur qui attire les gens ici, sur lequel on n'attire pas assez l'attention. Cet autre facteur, qui est le vrai facteur de l'appel d'air, on nous dit qu'il ne faut pas donner de papiers car cela fera appel d'air, mais les gens ne se font pas d'illusion et savent qu'avoir des papiers c'est difficile, et que ça ne tombe pas du ciel, mais par contre il y a un facteur qui fait appel d'air, c'est ce que j'appellerais l'offre permanente de travail illégal qu'il y a sur nos territoires, avec la complaisance des pouvoirs publics et des autorités. Tous les sans-papiers que nous avons vus passer dans notre collectif, encore une fois quelque chose comme deux mille, nous on dit « Y a une chose de sûre, c'est que, quand on arrive en France, on a du travail dans les trois semaines qui suivent ». Alors, on a du travail dans des conditions dégueulasses, heures de travail interminables, aucune protection etc. etc., mais on a du travail, et ça c'est extrêmement important, et on a du travail il faut bien le dire avec la complaisance, la complicité des autorités qui sont parfaitement au courant de la situation. Rien ne m'énerve plus que le terme de « clandestin » dans cette affaire, car tout cela se passe au vu et au su de tout le monde, et en particulier au vu et au su des autorités, mais il y a du travail, encore une fois du travail genre des fameux « 3D », difficile, dangereux, dégueulasse, mais il y en a et c'est ça qui en réalité fait appel d'air et du reste, c'est pour cela que les gens viennent, car comme il n'y a aucune espèce d'autre ressource, ils n'ont pas accès au chômage, ils n'ont pas accès au RMI en France, ils n'ont accès à aucune espèce de protection sociale, eh bien s'ils ne trouvaient pas de travail, ils mourraient de faim purement et simplement, mais ils en trouvent et c'est un phénomène extrêmement important.

Alors voyez-vous, ceci m'amène à dire que, à l'heure actuelle, l'émigration c'est un fait et c'est un fait incontournable. Bon, je ne veux pas remonter loin dans l'histoire, mais tous les efforts qui ont été faits dans le passé pour arrêter l'émigration se sont toujours cassé la figure. Que ça soit le « limes » romain, pour empêcher les barbares d'arriver, limes qui a été d'abord contourné et puis ensuite franchi, que ça soit la grande muraille de Chine, qui a été faite dans le même but, et qui a connu le même destin, eh bien en réalité toutes ces tentatives pour arrêter la mobilité des gens, se sont toujours terminés par des échecs. A vrai dire je ne connais qu'un seul système qui ait été relativement efficace pendant une certaine période, c'est le rideau de fer et le mur de Berlin. Alors c'est intéressant de savoir si c'est ça que nous voulons reconstruire autour de notre Europe libérale et démocratique, car c'est le seul système qui d'une certaine manière ait fait ses preuves dans ce domaine. Alors on nous parle « d'Europe forteresse », et c'est vrai, il suffit de se promener dans la région du détroit de Gibraltar, ou dans certaines régions du côté du canal d'Otrante, pour voir que cette Europe forteresse, c'est une réalité. Mais ce n'est pas contradictoire de dire que cette Europe forteresse c'est aussi une passoire, et que malgré tous ces investissements en barbelés, en miradors, en écrans électroniques etc. etc. eh bien les gens rentrent ; il y a beaucoup de morts, c'est vrai, mais statistiquement et heureusement le nombre de morts est très faible par rapport aux gens qui rentrent. Il y a des statistiques de l'OCDE qui nous expliquent que, chaque année, de l'ordre de cinq cent mille illégaux rentrent sur le territoire de l'Union Européenne. Tous ces barrages qui sont faits, si vous voulez, sont dissuasifs par rapport à certains types de migrants, c'est vrai que la grand-mère marocaine qui veut visiter ses petits-enfants, elle ne va pas passer par la montagne, elle ne peut pas, elle n'a pas les moyens supporter les épreuves de ce type de voyage, par contre le jeune chinois ou le jeune africain ou le jeune turc qui veut venir en Europe, eh bien il va venir, risquer sa vie dans un certain nombre de cas, il va essayer deux fois, trois fois, quatre fois, et au bout d'un certain temps il va passer, il va passer et si on le met dehors, nous avons fait quelques statistiques là-dessus, si on le met dehors il va revenir. On avait compté, ce n'est pas sur des centaines de cas, mais c'est sur quelques dizaines quand même, qu'il fallait en moyenne deux mois pour un Turc, quand il était expulsé, pour revenir sur place et quatre mois pour un Chinois, donc en fait ces barrières sont poreuses, et ce n'est pas surprenant. On nous annonce 80 millions de visiteurs par an en France, avec des visas de tourisme, eh bien si sur ces 80 millions, s'il n'y en a pas disons un pour cent, quatre vingt mille qui décident de rester, comment est-ce qu'on va les empêcher de passer ? On nous annonce pour l'année 2010 je crois que c'est cinq millions de touristes chinois, eh bien sur ces cinq millions je vous fiche mon billet qu'il y en aura au moins cinquante mille qui vont rester

sur place, c'est évident, et on ne pourra pas les empêcher de passer. Alors en réalité cela nous amène à nous interroger sur la réalité des politiques de contrôle et des politiques de fermeture. Il y a un chercheur qui travaille au BIT qui s'appelle Peter Stalker qui a fait une étude très intéressante¹ et où il avait dit, mais au fond, nous voyons les effectifs des migrants dans le monde s'accroître lentement, régulièrement, mais s'accroître tout de même, passer de 150 à 200 millions, et pendant cette même période on voit les politiques devenir de plus en plus restrictives, la fermeture des frontières s'accroître de plus en plus, une espèce de paradoxe. Le paradoxe, il est très facile à comprendre, la politique de fermeture elle réduit les migrations légales, et l'augmentation de la migration elle traduit une augmentation encore plus grande proportionnellement de l'émigration illégale, et c'est bien ce qui se passe, nous avons à l'heure actuelle une croissance extrêmement rapide de l'émigration illégale proportionnelle à la fermeture de l'émigration légale. Alors Peter Stalker dit, dans ce cas-là on pourrait dire, toutes ces politiques de contrôle sont des échecs, ça ne sert à rien, il dit mais pas du tout, ce qui est attendu de ces politiques, ce n'est pas un effet quantitatif, ce n'est pas de réduire le volume total des migrations, c'est un effet qualitatif, c'est-à-dire c'est de faire en sorte que les gens viennent, mais ils viennent comme des illégaux, et par conséquent comme des gens vulnérables, comme des gens disponibles pour tous les esclavages, pour toutes les exploitations, parce qu'ils sont fragiles administrativement, qu'ils sont soumis à tous les chantages et à toutes les difficultés. Je crois qu'il y a là quelque chose de vrai ; quand on nous parle en France d'éradiquer l'immigration illégale, c'est pure hypocrisie, l'immigration illégale fait tourner un certain nombre de secteurs importants de notre économie, qui sont très connus, le bâtiment, l'hôtellerie-restauration, la confection parisienne etc. et il n'est pas du tout question de mettre tous ces gens à la porte, parce que, ne serait-ce que dans le bâtiment, l'effet serait absolument désastreux. Alors bien entendu, les migrants illégaux, ils ne travaillent pas chez Bouygues, ils ne travaillent pas à la SAE, ils travaillent chez les sous-traitants, et la pression exercée par ces groupes sur les sous-traitants contraint d'une certaine manière les patrons des entreprises de sous-traitance à avoir recours à cette main d'œuvre, parce que sinon et bien ils ne sont pas concurrentiels et sont exclus du circuit. Alors ce qui est caractéristique de la politique de fermeture, alors je ne sais pas si c'est intentionnel, ça sonder les reins et les cœurs c'est toujours difficile pour les sociologues, mais en tout cas l'effet est là, c'est que les politiques de fermeture ont pour résultat de produire une main d'œuvre exploitable et corvéable à merci et qui fait tourner un certain nombre de secteurs et que par conséquent il est hors de question qu'elle soit éliminée. J'ajoute qu'en plus elle favorise le trafic des filières. Chacun sait très bien que toute aggravation des restrictions entraîne une hausse des prix des passeurs qui fait que s'il est quelque chose qui est en croissance rapide, c'est le chiffre d'affaire du trafic des êtres humains, ça toutes les données qu'on a montrent que c'est une croissance extrêmement rapide. Si vous ajoutez à cela, dernier point, c'est que les politiques de fermeture, elles ralentissent très peu l'entrée, mais elles empêchent radicalement le départ ; parce que une fois que les gens sont arrivés, ils ont eu tellement de mal pour arriver, qu'ils ne songent pas à repartir, parce que ce serait extrêmement aléatoire pour eux de pouvoir revenir ensuite. Dans des régions par exemple comme la vallée du fleuve Sénégal, ça a complètement désorganisé les choses, parce que le système en place était un système de noria, c.-à-d. que chaque communauté villageoise désignait, chaque année ou tous les deux ou trois ans, les vingt, trente, quarante jeunes qui allaient partir, qui allaient partir pour cinq ans et qui reviendraient au bout de cinq ans, et ensuite ce seraient d'autres qui prendraient la relève, et la noria fonctionnait. Evidemment la fermeture des frontières a fait que le système des norias est aujourd'hui complètement paralysé.

Bien, la migration est donc un fait, un fait encore une fois incontournable. Est-ce que pour autant il s'agit d'un raz de marée ? Moi, je crois que là encore c'est un fantasme qu'il faut démonter. En réalité il faut se rappeler tout de même que les frontières de la France étaient ouvertes, jusqu'à l'année 1974, à une époque où le monde n'était pas tellement plus riche qu'aujourd'hui, c'est le moins qu'on en puisse dire. Or, les gens qui ont mon âge se rappellent

¹ <http://www.ilo.org/public/french/bureau/inf/pr/2000/2.htm>

des années cinquante ou soixante où les grandes usines automobiles de la région parisienne, Simca, Citroën etc. envoyaient de véritables missions de racolage dans les Aurès, en Kabylie, ou dans l'Atlas marocain, pour faire venir des travailleurs qui autrement dit ne venaient pas d'eux-mêmes puisqu'il fallait aller les chercher. De la même façon dans les années soixante-dix soixante-et-onze, il y a eu une grande sécheresse, suivie d'une grande famine dans les pays du Sahel, c.-à-d. Sénégal, Mali, Burkina etc., les frontières de la France étaient ouvertes à ce moment là, et cela ne s'est traduit par aucun raz de marée, aucun déferlement ; les gens se sont repliés un peu vers le Sud en espérant retourner plus tard dans leurs pays. De la même façon, quand la Grèce et le Portugal sont entrés dans l'Union Européenne, alors que l'écart des niveaux de vie était quand même très très important, eh bien cela ne s'est pas traduit par un déferlement des Grecs ou des Portugais sur l'Union Européenne ; même en ce qui concerne les Portugais, c'est plutôt l'époque à partir de laquelle ils ont commencé à repartir chez eux. De ce point de vue là, encore un mot, on a beaucoup impressionné, en tout cas en France, les gens, avec les images effectivement horribles de ce qui s'est passé d'une part à Ceuta et Melilla en 2005 et d'autre part aux Canaries cette année ; et c'est vrai que ce sont des images horribles et qui donnent le sentiment que, voilà c'est l'invasion, c'est le déferlement, etc.. En réalité, de l'aveu du gouvernement marocain lui-même, il y avait trente mille personnes derrière les barrières de Ceuta et de Melilla ; de l'avis du gouvernement espagnol, sont arrivées aux Canaries vingt huit mille personnes, alors je sais qu'il y en a un certain nombre qui sont mortes en route, dans les deux cas, bon, mais ceci dit, si vous prenez ces chiffres, ils sont absolument dérisoires par rapport, le solde migratoire de la France, c.-à-d. la différence entre les entrées et les sorties, est de deux cent mille personnes, autrement dit si on avait réparti ces trente mille personnes sur l'ensemble des pays européens, cela aurait fait cinq ou six mille pour les grands pays et deux ou trois mille pour les petits pays, et cela aurait été une somme dérisoire par rapport à ce qui rentre. Il faut aussi se rappeler ces chiffres pour ne pas se laisser impressionner par ce type d'images.

La migration est un droit

Alors, bon je vais aller assez vite parce que je vais laisser des choses pour la discussion. Mais je voudrais dire, si la migration est un fait, et un fait incontournable c'est aussi, et c'est un point qui n'est pas assez souligné à mon avis, parce qu'elle est un droit. Et elle est un droit reconnu, et vécu comme tel, par les personnes intéressées. Parce qu'au fond qu'es-ce que c'est que la migration, eh bien d'est tout simplement la bonne vieille liberté fondamentale d'aller et venir, qui est la définition même de la liberté depuis l'aurore de l'histoire humaine. Depuis l'aurore de l'histoire humaine, la liberté d'aller et venir librement, c'est la définition de la liberté. L'esclave, c'est celui qui ne peut pas quitter la maison de son maître. Le serf c'est celui qui ne peut pas quitter le domaine de son seigneur. La liberté c'est quand ces entraves tombent et que l'individu peut aller et venir librement. Il faut se rappeler que cette liberté d'aller et venir, c'est la plus ancienne des libertés. Elle est bien plus ancienne que la liberté d'expression. Elle est bien plus ancienne que la liberté d'association. C'est vraiment la liberté fondamentale, la définition même de la liberté.

Alors s'imaginer que les gens vont renoncer à cette liberté, qui encore une fois est fondamentale, pour préserver le confort des pays riches, ça c'est se faire des illusions. C'est vrai que la reconnaissance de cette liberté fondamentale dans le droit positif est très insuffisante. Comme vous le savez, la Déclaration Universelle des Droits, à son article 13, reconnaît le droit de circuler à l'intérieur d'un Etat, reconnaît le droit de quitter un Etat, mais ne reconnaît pas le droit d'entrer dans un autre ; ce qui est un peu compliqué parce qu'à partir du moment où la planète est divisée en Etats, si on sort d'un Etat c'est nécessairement pour aboutir dans un autre. Les droits nationaux sont encore plus restrictifs par rapport à ça. Mais malgré cela, malgré cette insuffisance du droit positif, eh bien les personnes exercent ce droit de fait, et revendiquent la possibilité d'exercer ce droit. Il y a un point qui est très très frappant, c'est que la décision d'émigrer, dans certaines régions elle est prise en famille, elle est prise dans un couple par exemple, ou dans une famille un peu plus large avec les parents,

qui donnent un coup de main pour les ressources nécessaires etc., parfois, c'était le cas du fleuve Sénégal, elle est prise au niveau d'une communauté villageoise, c'est elle qui gère l'émigration de ses jeunes, mais jamais au grand jamais cette décision n'est considérée comme étant du ressort des Etats. Jamais les gens qui décident de migrer ne vont solliciter la permission soit de l'Etat de départ, soit de l'Etat d'arrivée. Alors l'Etat d'arrivée si, s'ils peuvent obtenir un visa, bien sûr ils sont contents, mais s'ils n'ont pas de visa, eh bien ils vont partir quand même. De sorte que c'est tout à fait illusoire de croire que des accords entre les Etats vont permettre de régler le phénomène, parce que les gens considèrent que c'est leur droit, et que ce n'est pas du ressort des Etats. Moi j'ai l'habitude de comparer ce qui se passe de ce point de vue au combat que peut mener un éléphant contre des colonnes de fourmis. Imaginez un éléphant qui décide qu'il va se faire un territoire et qu'il va l'interdire aux fourmis ; alors il va faire un sentier, le parcourir avec ses grosses pattes, et effectivement chaque fois qu'il va marcher, il va écraser quelques centaines de fourmis, mais les colonnes de fourmis ce n'est pas par centaines que ça compte, c'est par milliers et par conséquent les colonnes de fourmis finiront quand même par passer. Je veux dire que le problème des migrations en réalité n'est pas sous l'emprise de l'Etat, ou très peu sous l'emprise de l'Etat. L'Etat peut faire beaucoup de dégâts, causer beaucoup de morts, comme on le voit etc. mais n'arrêtera pas le phénomène. J'allais dire que la décision de migrer, dans le contexte que j'ai cité tout à l'heure, c'est une décision rationnelle. Je ne sais pas si certains d'entre vous ont lu le très beau livre d'Albert Hirschman qui s'appelle « Exit and voice² », on pourrait traduire ce titre par « Fuite et protestation ». Hirschman explique que lorsqu'on est devant une situation extrêmement pénible et difficile à supporter on a toujours deux possibilités : soit protester devant cette situation pour essayer de la transformer, soit prendre la fuite, si on ne peut pas. Alors Hirschman dit, la protestation est quand même soumise à des conditions ; d'une part il faut qu'elle puisse devenir collective, parce que la protestation individuelle, ça ne sert pas à grand-chose et d'autre part il faut qu'elle ait une chance d'aboutir, c.-à-d. qu'elle soit efficace, qu'elle puisse transformer la situation. Quand rationnellement on constate que la protestation est inutile, parce que ses conditions ne soient pas réunies, la décision rationnelle, dit Hirschman, et il a raison, la décision rationnelle c'est de partir. Eh bien cela s'applique très bien à ce situations de désespérance que j'évoquais tout à l'heure, et c'est donc tout à fait rationnel de prendre une décision de ce type quand on est dans des sociétés verrouillées et bloquées de ce genre et par conséquent nous pourrions dire que si nous étions dans cette même situation nous en ferions autant, parce que nous sommes aussi des êtres rationnels. Ça c'est un point important.

Le problème du développement

Le dernier point que je voudrais aborder, et puis je dirais un mot tout de même de ce que je pense de la situation, c'est le problème du développement. Nos gouvernants nous disent, finalement la seule solution au problème de la migration, pour autant que ce soit un problème, c'est de développer les pays d'origine, comme cela les gens resteront chez eux, ils seront contents, ils ne partiront plus. Deux observations là-dessus.

La première c'est qu'en réalité, j'allais dire qu'à l'heure actuelle la migration est probablement la plus efficace des aides au développement, pour plusieurs raisons. D'abord parce que quand les migrants partent, eh bien ils acquièrent des formations etc. et surtout parce que les fonds envoyés par les migrants dans leurs pays d'origine sont à l'heure actuelle très supérieurs au volume de l'aide publique envoyée par les pays occidentaux, puisque, selon l'évaluation de l'ONU, on en est à 150 milliards de dollars maintenant d'un côté pour 100 milliards du côté de l'aide publique. Ils ne sont pas seulement supérieurs en volume, ils sont supérieurs en qualité, puisque l'on sait bien que l'aide publique des pays occidentaux d'une part sert à des dépenses, bon, le financement des conseillers militaires français au Tchad, cela

² Albert O. Hirschman [1970](#), *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Harvard University Press, [ISBN 0674276604](#) Traduction [1995](#), *Défection et prise de parole*, [ISBN 2213592381](#)

ne fait pas partie de l'aide au développement du Tchad à mon avis, et puis d'autre part, même quand cela arrive dans le pays, l'essentiel se perd, j'allais dire dans les sables du gaspillage, ou dans les marécages de la corruption. Alors que l'aide envoyée par les migrants, elle arrive à ses destinataires, elle sert à faire des puits, elle sert à faire des écoles, des dispensaires etc. Et donc tout accord de coopération bien conçu devrait inclure un accord de libre circulation entre les deux pays de telle façon que la migration puisse se développer librement.

La deuxième observation, c'est que c'est démagogique de dire, au moins à court terme, que le développement arrêtera la migration. En réalité toutes les expériences faites dans le monde, en particulier sur les pays d'Asie, puisque c'est là qu'on a le plus de cas de développement, montrent que pendant une première période le développement, quand il se met en route, bien loin d'arrêter la migration se traduit par un accroissement de la migration. A court et moyen terme, disons dix, quinze ou vingt ans, c'est un accroissement de la migration qui se produit, et c'est très compréhensible, parce que qu'est ce que c'est que le développement sinon le passage d'un système économique archaïque, inefficace, à un système économique et social plus moderne, plus efficace etc. Ce passage ne se fait pas en un seul jour, il se fait sur une période qui peut durer de cinq à dix ans etc., et il se produit à un moment donné dans le courant du passage, où à la fois le système ancien est déjà complètement déglingué et ne produit plus ses effets alors que le système moderne, eh bien, n'est pas encore en place, et par conséquent n'absorbe pas les gens qui viennent du système ancien. Très concrètement cela veut dire ce qui vous a été décrit tout à l'heure, c'est qu'il y a exode rural, parce que la productivité agricole augmente et qu'il n'y a plus besoin d'autant de gens pour cultiver la terre, il y a exode rural, les gens arrivent en ville et en ville il n'y a pas encore les emplois qui pourraient les accueillir et par conséquent, ils sont là, et par conséquent qu'est-ce qu'ils font, ils partent. Toutes les expériences qui ont été faites, c'est ce que les experts anglo-saxons appellent le « migration hump », la bosse des migrations, montrent que pendant dix à quinze ans il y a un accroissement de la migration. Mais je suis tout à fait partisan de l'aide au développement, je voudrais bien que le développement se produise le plus vite possible et partout, mais en attendre la baisse de la migration, c'est à mon sens utopique ou bien c'est démagogique.

Que faire ?

Alors je pense qu'il faut prendre en considération tous ces aspects pour avoir conscience que la politique telle qu'elle est menée actuellement par nos gouvernants, elle n'est pas seulement attentatoire aux droits, cela nous le savons bien qu'elle est profondément attentatoire aux droits et à la dignité des personnes, les documents sur les camps auxquels vous avez fait allusion en est un indice parmi d'autres, il y en a beaucoup d'autres, mais il faut ajouter en plus qu'elle est complètement irréaliste, parce qu'elle repose sur une analyse fautive de la situation. Généralement c'est nous qui sommes traités d'angélistes, d'irréalistes etc. C'est tout à fait inexact. L'angélisme, l'irréalisme il est du côté des gouvernants, qui sont par rapport à la migration comme le roi de Perse Xerxès quand il essayait d'endiguer la mer. On ne peut pas endiguer la mer et on ne peut pas endiguer la migration.

Ce qu'il faut faire, mais ça on pourra le reprendre dans la discussion, c'est à mon avis **mettre progressivement en place le retour à la liberté de circulation et d'établissement**, organiser cette liberté de circulation et d'établissement, parce que toutes les libertés s'organisent, elles s'aménagent, cela n'a rien de scandaleux du moment que le principe même de la liberté de circuler est respectée, notamment la liberté de circuler dans les rues de nos villes, il y a des feux verts et des feux rouges, que nous respectons, parce que sinon on n'y arriverait pas, c'est la même chose, il y a un certain nombre de dispositifs qu'on peut mettre en place pour aménager cette liberté, pour l'organiser, et pour rétablir **dans l'égalité des droits**, c'est un point essentiel, cette liberté de circulation et d'établissement, qui est en réalité la seule solution réaliste aux problèmes que posent actuellement les migrations. Toute autre solution est basée sur la fermeture, sur le contrôle, et est vouée non seulement à produire une

très grande quantité d'horreurs, mais en plus se terminera par un échec, et probablement par un échec catastrophique. Voilà ce que je voulais vous dire.